

Le Costa Rica rassemble des dirigeants du monde entier afin de lutter pour la restauration des terres

- Le président du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, et la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Andrea Meza Murillo, présideront un événement international visant à promouvoir de plus fortes ambitions au niveau mondial concernant la restauration des terres dégradées pour accélérer la relance après la pandémie de COVID-19.
- Le Secrétaire général des Nations unies, le Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, ainsi que des dirigeants politiques du monde entier participeront à cet événement.
- Les possibilités en matière de restauration des terres au niveau mondial pourraient entraîner des retombées économiques allant jusqu'à 1,4 milliard de dollars US par an. Le Costa Rica présentera les actions, pratiques et politiques gouvernementales qui lui ont permis d'augmenter sa couverture forestière et qui en ont fait le premier pays tropical à interrompre et faire reculer la déforestation et la dégradation des forêts.
- Le Forum appellera la communauté internationale à se mobiliser au maximum afin d'apporter une réponse coordonnée à la dégradation des terres, au changement climatique et à la perte de biodiversité dans le monde.

Bonn et San José, le 11 juin 2021. En tant qu'hôte de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse 2021, le Costa Rica rassemblera le 17 juin des dirigeants du monde entier ainsi que d'éminentes figures du monde de l'environnement afin de mobiliser un soutien politique et d'accélérer la restauration de terres au niveau mondial au cours de la prochaine décennie. Ce Forum virtuel de haut niveau sera dirigé par le Président du Costa Rica, Carlos Alvarado, et la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Andrea Meza.

Il se déroulera dans le cadre des célébrations à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse 2021, organisée en collaboration avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD).

Ce Forum virtuel de haut niveau sera axé sur l'importance de la coopération internationale et de la solidarité dans le cadre des efforts mondiaux visant à un meilleur équilibre avec la nature et promouvoir la paix, tout en combattant le changement climatique et en garantissant la santé humaine.

Cette année, le Costa Rica accueillera les célébrations mondiales en présentant les impacts de la dégradation de l'environnement et des solutions lors d'une émission télévisée qui sera diffusée le même jour.

L'objectif de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse de cette année est de montrer qu'investir dans une gestion durable des terres et de l'eau après la pandémie de COVID-19 favoriserait une relance verte par le biais de la création d'emplois corrects et du rétablissement des moyens de subsistance. Cet investissement permettrait également de protéger les sociétés et les économies de potentielles crises dues au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la dégradation des terres.

Lors du Forum, les autorités du Costa Rica présenteront les politiques gouvernementales et actions mises en place depuis des décennies pour protéger la nature, et la manière dont celles-ci ont permis au pays de devenir le premier pays tropical à interrompre et à faire reculer la déforestation et la dégradation des forêts. Aujourd'hui, les forêts couvrent plus de 54% du Costa Rica et répondent aux besoins quotidiens de milliers de personnes. Plus de 26 % du territoire national est protégé par la loi, et le pays met déjà en œuvre des projets, des politiques gouvernementales et des actions spécifiques pour la restauration des terres.

Le Président Carlos Alvarado a déclaré : *« Il est important – et nécessaire – que le Costa Rica utilise sa position pour rassembler de nombreux partenaires, et qu'il fasse entendre sa voix en faveur de cet enjeu. »*

« Dans le monde actuel, tout est lié. Dans les villes, la question de la désertification peut paraître un problème mineur. Cependant, ce qui se passe dans les zones rurales – la dégradation de ces zones arables – exerce une pression supplémentaire sur les systèmes alimentaires mondiaux, sur les réserves de nourriture pour tous et sur les forêts, qui jouent un rôle important dans la séquestration du carbone, » a-t-il insisté.

Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkır, le Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Ibrahim Thiaw ainsi que des ministres de pays dans le monde entier et des représentants de la société civile interviendront également. Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et fondatrice de Global Optimism, animera la session.

« La pandémie nous a rappelé à quel point nous dépendons les uns des autres, à quel point notre destin dépend de notre relation à la nature, et à quel point nous avons besoin d'engagements politiques, associés à des actions collectives et des investissements durables. Lorsque ces éléments sont réunis, nous pouvons changer les choses. La restauration des terres peut renforcer la sécurité alimentaire et hydrique, réduire les émissions de carbone et améliorer la qualité de l'air. Nous disposons déjà des outils nécessaires, par exemple une gouvernance durable des terres ainsi que des investissements qui protègent et restaurent la nature. Sur le plan économique, il est judicieux d'investir en faveur de la santé des terres afin d'entraîner une relance respectueuse de l'environnement. C'est ainsi que nous pourrions construire un futur plus écologique, sain, et durable », a déclaré Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

L'appel du Costa Rica

À l'aube de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021 – 2030), et sur la base de son expérience et leadership environnemental, le Costa Rica appellera le 17 juin la communauté internationale à avoir de plus grandes ambitions importantes en matière de gestion des terres, dans le cadre d'une réponse coordonnée à la dégradation des terres, aux changements climatiques et à la perte de biodiversité dans le monde.

« C'est ce que nous devons mettre en place : une mobilisation de fonds nous permettant de continuer à mettre en œuvre nos solutions sur le terrain. Il est primordial que tous les gouvernements, entreprises et sociétés adoptent cette approche intégrée. Si vous voulons faire des progrès, nous attaquer à la crise climatique et mettre fin à la perte de biodiversité, nous devons également mettre en

place une stratégie solide en matière de préservation des terres. Ces mesures permettront l'introduction de sociétés et d'économies plus saines », a ajouté la ministre Andrea Meza.

« Si tout le monde ne peut pas être vacciné, nous ne sortirons jamais de cette pandémie. Si nous ne joignons pas nos efforts pour protéger nos forêts et nos terres, nous n'aurons pas d'avenir commun en matière d'alimentation. Nous n'envisageons pas de scénario où certains survivent et d'autres, non. C'est la planète entière qui doit d'en sortir », a conclu le Président Alvarado.

L'exemple du Costa Rica

Le Costa Rica a également été le premier pays à créer, en 1997, une Commission pour la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Connue sous le nom de CADETI (Commission consultative sur la dégradation des terres) Elle est dirigée selon les principes de participation et de partenariat de la CNULCD : le secteur public (ministères de l'Environnement et de l'Agriculture), la société civile et le monde académique y sont tous représentés.

Le nord du Costa Rica et la province de Guanacaste font partie du Couloir sec d'Amérique centrale, une région durement touchée par les changements climatiques et ses effets néfastes sur l'élevage et l'agriculture. Ces régions, ainsi que les bassins des rivières Barranca, Tárcoles, Jesús María et Reventazón, sont des sites où le pays a déjà mis en place des projets, politiques publiques et actions spécifiques pour la restauration de terres.

« La vie de nombreuses personnes dépend de l'état de ces terres. Leur dégradation due à la désertification ou à la sécheresse met des milliers de vies en danger. Il est essentiel que nous formions un front unifié pour répondre de manière appropriée à ce problème, afin que les générations futures puissent vivre heureuses et en bonne santé », a déclaré le Président Alvarado Quesada.

« L'exemple du Costa Rica et de ses mesures agro-environnementales prouve l'importance et l'efficacité de ces politiques publiques. Les enseignements tirés de nos actions dans ces bassins hydrographiques et le reste du pays montrent qu'une collaboration avec les petits agriculteurs – en introduisant la gestion des sols, le captage de l'eau et la récupération des pâturages, entre autres – profite aux petits propriétaires fonciers, et ce à différentes échelles », a affirmé la ministre de l'Environnement et de l'Énergie, Andrea Meza Murillo.

Par exemple, le programme visant le paiement des services environnementaux (Pago por Servicios Ambientales, ou PSA) fournit un revenu direct aux ménages qui consacrent leur vie à l'exploitation et à la protection de ces terres. En 2021, plus de 33 000 Costaricains bénéficieront de ce programme, notamment des communautés indigènes et des femmes propriétaires de fermes. Le PSA a permis de protéger 320 000 hectares de terrain, pour un coût de plus de 22 millions de dollars US.

Le gouvernement du Costa Rica développe désormais le projet « Empreinte du futur » (Huella del Futuro). Au cours de la première phase, environ 200 000 arbres seront plantés dans le nord du pays, ce qui permettra de reboiser et de reconstituer les paysages afin de préserver la région tout en générant des emplois pour ses habitants.



Contacts presse pour le Costa Rica

Mme Karla Alfaro | courriel : kalfaro@minae.go.cr | Téléphone : +506 8455 7695

M. Josué Paniagua | courriel : josuepaniagua@nexopr.com | Téléphone : +506 8887 8946

M. Diego Arguedas Ortiz | Téléphone : +506 8449 8301

Contacts presse pour les médias internationaux

Mme Wagaki Wischnewski | courriel : wwischnewski@unccd.int | Téléphone : +49 173 268 7593

Mme Katheryn Jimenez | courriel : kjimenez@unccd.int